

McDougall, Walter A., ... *The Heavens and the Earth : A Political History of the Space Age*. New York, Basic Books, Inc., Publishers, 1985, 568 p.

André Kuczewski

Volume 17, numéro 4, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702098ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702098ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kuczewski, A. (1986). Compte rendu de [McDougall, Walter A., ... *The Heavens and the Earth : A Political History of the Space Age*. New York, Basic Books, Inc., Publishers, 1985, 568 p.] *Études internationales*, 17(4), 893–896.  
<https://doi.org/10.7202/702098ar>

Trois rapports faits en 1981 pour « Radio Europe Libre », ont été réunis pour faire le chapitre XI, le mieux documenté et le plus long du livre, dans lequel l'auteur parle du rôle de la Roumanie dans la Deuxième Guerre mondiale, des revirements de sa politique extérieure, de son désir de poursuivre l'intérêt national au milieu d'un tourbillon des forces externes qui échappaient à son contrôle. À cet égard, il est même superflu de dire qu'à l'issue des grandes confrontations du genre, les frontières politiques des petits pays, qui se trouvent du mauvais côté au moment du jugement dernier, sont décidées par la volonté de ceux qui restent armés sur le champ de bataille. Aussi, le lecteur impartial ne suivra peut-être pas jusqu'au bout l'auteur dans son XII<sup>ème</sup> chapitre lorsqu'il parle des événements d'août 1944 soulignant l'action de l'armée roumaine, à la dernière heure, contre ses alliés nazis de la veille.

Le treizième chapitre, dont l'original a paru en français dans un ouvrage collectif dont l'auteur était également l'éditeur (*Aspects des relations soviéto-roumaines, 1967-1971*, Paris, Minard, 1971), traite de la politique d'intégration qu'a suivi le gouvernement soviétique en Bessarabie-Moldavie, comme d'ailleurs dans les autres républiques qui se trouvent du côté de ses frontières occidentales. Bien entendu, l'idée maîtresse de cette dissertation sur la russification de cette province, qui a fait partie de la « Grande Roumanie » des années 1918-1940, aboutit à la conclusion qu'un retour en arrière ne passe que par l'éclatement de l'URSS, thèse familière.

Le processus de la russification des nationalités en URSS est repris dans le quatorzième chapitre où il est question des stipulations de la constitution de la République Soviétique Moldave et où on retrouve l'esprit et la lettre des rapports précédents. Dans le quinzième, traduit de l'Allemand (*Der Europäische Osten*, 118, 1965), G. Ciorănescu parle de l'exploitation de la Roumanie par l'URSS à la suite de la Deuxième Guerre mondiale et finit par évoquer le projet d'intégration économique du bas Danube, proposé en 1964 par le professeur L.B. Valev de l'Université de Moscou : craignant l'asservissement à l'URSS, le gou-

vernement roumain l'a rejeté sans ambages s'embarquant ensuite dans une politique autonome de développement qui n'était que le début de nouveaux problèmes encore pas résolus.

Enfin, dans le dernier chapitre, traduction intégrale d'un texte paru en 1967 dans *Aspects des relations russo-roumaines*, (Paris-Minard), l'auteur parle de la Bessarabie comme de la pierre d'achoppement des relations passées, présentes et futures entre Roumains et Soviétiques.

Sans compter les notes qui suivent chaque chapitre, M. G. Ciorănescu nous présente une bibliographie internationale de 355 références, dont certaines inaccessibles à tout le monde, ainsi qu'un index explicatif de noms propres que le lecteur trouvera d'une grande utilité.

Le résultat inévitable de la manière dont ce livre a été colligé est qu'il manque d'unité organique dans sa forme et dans sa présentation. Cependant on ne peut pas dire que l'auteur manque de suite dans ses idées : depuis le traité d'Erfurt en 1808, lorsque Napoléon 1<sup>er</sup> céda à la Russie non seulement la Bessarabie, mais aussi les Principautés danubiennes, jusqu'à nos jours, ce qui le préoccupe est l'expansionnisme russe et soviétique aux frais de la Roumanie. Alors que pour les Soviétiques il n'y a pas de problème « bessarabien », G. Ciorănescu insiste, documents à l'appui, pour que cette question reste toujours posée.

B.G. SPIRIDONAKIS

Département d'histoire

Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Canada

MCDougall, Walter A., ... *The Heavens and the Earth: A Political History of the Space Age*. New York, Basic Books, Inc., Publishers, 1985, 568 p.

Les comptes rendus de l'ère spatiale tombent habituellement dans l'une des trois catégories suivantes : l'histoire officielle publiée par la NASA, les récits enjolivés consacrés à la technologie, qui tentent de prévoir l'avenir en

se tournant vers le passé, et les mémoires personnels des gens qui y ont participé – habituellement au sein du corps d'astronautes, ces mémoires étant aussi régulièrement assaisonnés de récits un peu scandaleux de ce qui s'est passé en coulisses. Cet ouvrage est différent. Il offre ce qu'il annonce, soit une histoire politique. Et, pour ce qui est de l'ère spatiale, il s'agit du meilleur ouvrage jamais publié.

Quelle est l'importance de l'ère spatiale? Sommes-nous en train d'assister à la naissance d'une révolution scientifique? Ou n'est-ce qu'un dérivatif technologique, une série de superproductions conçues à des fins politiques et militaires n'ayant que peu d'influence véritable sur le cours de l'histoire? À la première page, Walter McDougall affirme que ... *The Heavens and the Earth* commence non pas dans l'espace, mais avec un poisson, *Eusthenopteron*, qui, il y a trois cent soixante millions d'années, avala de l'air et fit la transition de l'eau à la terre. « En 1961 av. J.-C., l'*Homo Sapiens*, à son tour, quitta le royaume des solides et des gaz pour vivre, pendant 108 minutes, dans l'espace. La vie s'échappa encore, ou par définition dépassa, la biosphère. La croûte terrestre et la voûte céleste devinrent de nouvelles plateformes vers un autre univers, aussi infini que le sol et le ciel aient pu apparaître pour l'*Eusthenopteron* » (p. 4). L'ère spatiale est donc importante puisqu'elle a complètement changé notre notion des frontières du monde habitable. Elle mérite donc d'être soigneusement examinée.

McDougall lui rend justice. Il cherche à comprendre comment et pourquoi elle a commencé. Pour ce faire, il fouille les documents et les événements, examine les systèmes concurrents américains et soviétiques, les tensions et les doctrines de l'époque pour élaborer une thèse remarquablement rafraîchissante sur ce qui s'est passé depuis la Deuxième Guerre mondiale. Selon l'auteur, la naissance de l'ère spatiale n'a pas occupé qu'une partie isolée de la toile de fond politique. Elle a changé la nature même du système américain.

Les comptes rendus plus traditionnels des origines du programme spatial ont tendance à s'en prendre à Dwight D. Eisenhower. Ils

dissèquent les trois années qui ont précédé le 4 octobre 1957 – le jour où ce petit pamplemousse, le Spoutnik, fut lancé – et concluent que l'effort spatial américain était en pleine confusion, en proie à des rivalités destructrices au sein de l'armée américaine, aux hésitations de l'entourage d'Eisenhower, et à une incompréhension profonde de l'impact que pourrait avoir le premier satellite. La confusion résultait entre autre de la décision d'opter pour ce que ses détracteurs qualifieront plus tard de mauvais programme de satellite. Parmi ceux qui étaient disponibles, et il y en avait plusieurs, le groupe d'Eisenhower choisit le *Vanguard* de la Marine plutôt que l'*Explorer* de l'armée de terre. Il s'avéra que l'*Explorer* aurait pu être lancé plusieurs mois avant le Spoutnik. Le *Vanguard*, à sa première tentative en décembre 1957, s'éleva de quatre pieds au-dessus de la rampe de lancement avant d'exploser et on lui donna le surnom de *Kaputnik*, *Stayputnik* et *Flopnik*.

Mais l'auteur refuse de condamner Eisenhower pour bêtise ou courte vue ou de qualifier son programme de dépenaillé. Il nous ramène aux années cinquante, à une époque où les fondements même des valeurs traditionnelles américaines étaient menacées par une technologie sortie de la Deuxième Guerre mondiale – une technocratie fondée sur le potentiel et le péril des armes nucléaires et des systèmes de transport. Les politiques d'Eisenhower étaient empruntées de l'idée que cette technologie était accompagnée de centralisation – et que la centralisation, par définition, faisait référence au système de gouvernement soviétique. « Ike » qualifiait le danger de « socialisme rampant » et le combattait partout. Il freina les demandes de fonds des militaires, garda un budget équilibré et opposa son veto aux programmes sociaux financés par le fédéral. Les fonds pour l'espace étaient simplement au nombre des choses qui pouvaient déséquilibrer le système.

Cependant, Eisenhower fit effectivement une erreur, et ce fut certainement une grave erreur. Il ne misa jamais sur le succès médiatique et le tollé général subséquent suscités par le Spoutnik. Mais d'un autre côté, Eisenhower savait que le Spoutnik ne donnait pas à

l'Union soviétique la parité technologique ou scientifique, bien que ce secret bien gardé n'ait pas été divulgué au public américain à l'époque. Eisenhower voyait même un avantage à la « première » soviétique dans l'espace : après tout, avec leur Spoutnik survolant pays après pays, les Soviétiques ne pourraient qualifier le survol de l'URSS par un satellite américain de violation de l'espace aérien. Pour « Ike », le Spoutnik constituait un précédent important, car le potentiel militaire de l'espace était énorme. « D'abord et avant tout, l'espace était lié à l'espionnage, non pas parce que les États-Unis étaient agressifs mais parce que l'URSS était secrète. Qu'il en résulte une course aux armements ou un contrôle des armements, la stratégie spatiale américaine devait rapporter des bénéfices dès le premier programme de satellites de reconnaissance. Ces impératifs exigeaient une politique subtile dans sa conception et délicate dans son exécution » (p. 194). La subtilité, bien sûr, venait du fait que les États-Unis s'identifiaient à « l'espace pour la paix » et à « l'espace pour l'humanité », même s'ils se lançaient dans son aspect militaire. Car, comme tout le monde s'en rendit vite compte, la conquête de l'espace n'était rien d'autre que la bonne – et peut-être même de l'excellente – propagande.

Les conséquences de cette perception furent énormes. Eisenhower s'était efforcé de limiter le programme spatial à ses objectifs militaires et scientifiques. Mais le prestige devint rapidement la priorité dominante. Les États-Unis s'engageaient dans la plus grande poussée technologique de tous les temps, qui contribuerait également à changer l'aspect du gouvernement. Et l'une des principales causes de tout cela n'avait rien à voir avec la technologie elle-même.

Lorsque John Fitzgerald Kennedy accéda à la présidence, le tableau devint plus clair. Au cours de la campagne présidentielle, Kennedy revenait constamment sur les nombreux dangers reliés au « *missile gap* » et sur le message dominant qui s'ensuivait à l'effet que les États-Unis avaient compromis leur sécurité nationale par un programme de construction d'une fusée de loin inférieur au programme

soviétique. Lorsque Kennedy entra à la Maison-Blanche cependant, il réalisa rapidement que le péril du prétendu « *missile gap* » n'était rien d'autre que le fruit d'une imagination fertile ancrée dans la fantaisie et le mythe. En fait, la vérité se situait à l'opposé. Le programme spatial soviétique était fondé sur un bluff énorme et de la fraude et conçu pour convaincre le monde de la supériorité soviétique. Les rapports des services de renseignements indiquaient que les Soviétiques avaient moins d'une vingtaine d'ICMB – et ils n'étaient pas prêts d'être équipés d'une flotte efficace.

Kennedy ignora ce petit détail qui avait néanmoins une importance considérable et lança un programme ambitieux de construction de missiles qui bouleversa dangereusement l'équilibre du pouvoir Est-Ouest. McDougall s'en prend durement au « *Brain Trust* » de l'administration Kennedy pour ce que l'on ne peut décrire que comme une manœuvre diplomatique franchement mauvaise. Plutôt que de freiner la course aux armements, le gouvernement Kennedy « prit, au cours des quatre premiers mois de son administration, des décisions qui déterminèrent le programme spatial pour la prochaine décennie et la position stratégique américaine pour plus de deux. Il en résulta une augmentation rapide du nombre de missiles qui précéda même l'adoption d'une stratégie spécifique de dissuasion ou de défense, qui créa un grave *missile gap* du côté soviétique, qui soumit en grande partie la politique militaire à l'autorité civile, et qui entraîna une militarisation partielle de l'économie civile » (p. 325). Ce qui est particulièrement déplorable, conclut McDougall, c'est que Kennedy et ses successeurs rendirent la course vers la lune « presque identique à la course aux missiles militaires » (p. 342).

L'auteur fait valoir son point de vue de façon brillante. Son style témoigne d'une préparation soignée, d'arguments sans failles et sa prose est claire et précise. Il en résulte un ouvrage plus qu'important, indispensable à ceux qui recherchent un point de vue nouveau et convaincant sur la raison pour laquelle nous

en sommes rendus là aujourd'hui. (*Traduit de l'anglais*)

André KUCZEWSKI

*Administration & Policy Studies*  
*McGill University, Montréal*

## ÉCONOMIE INTERNATIONALE

MARRIS, Stephen. *Deficits and the Dollar: The World Economy at Risk*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, coll. « Policy Analyses in International Economics », no. 14, 1985, 385 p.

D'une qualité et d'un intérêt exceptionnels, l'étude de Stephen Marris fait le diagnostic macro-économétrique d'un dangereux malaise dont souffrirait l'économie mondiale. L'auteur en infère des conséquences dramatiques pour les prochaines années, et il propose des prescriptions pour en minimiser les dégâts.

À certains égards, l'auteur serait plus qualifié que quiconque pour ce genre d'analyse. Il fut, en effet, le conseiller économique du Secrétaire-Général de l'OCDE au cours de la période mouvementée 1975-1983. À l'emploi de l'OCDE pendant près de trente ans, Marris a participé à tous les débats de politique économique au fil des conjonctures nationales. Keynesien depuis toujours, son optique franchit difficilement le court terme. À cet égard, elle diverge foncièrement de celle des monétaristes dont les thèses ont inspiré la plupart des gouvernements depuis près de dix ans. L'on comprend ainsi d'emblée que Marris est radicalement critique à l'égard du reaganisme, en théorie et en pratique.

C'est précisément et paradoxalement à une faille entre les principes prêchés et la politique pratiquée par le Président Reagan que Marris impute la cause première du malaise en cours. Il s'agit du déficit budgétaire énorme qui afflige les États-Unis depuis cinq ans. Ce déficit aurait été le principal facteur

de la hausse des taux d'intérêt, du dollar et du déséquilibre de la balance des paiements courants. L'effet stimulant sur l'activité économique aux États-Unis a été accompagné d'un endettement externe considérable. Les États-Unis auraient fait appel à l'épargne étrangère, surtout japonaise, pour financer un excès de consommation privée et publique.

Le renchérissement du dollar et du crédit aux États-Unis auraient induit les autres pays à pratiquer des politiques monétaires et budgétaires restrictives, ce qui expliquerait notamment le chômage élevé en Europe.

Les déséquilibres budgétaire et commercial aux États-Unis, par leur ampleur, seraient déstabilisants pour l'économie mondiale à moyen terme. En effet, un dollar surévalué donne lieu à une accumulation démesurée de titres américains dans les portefeuilles étrangers. Cette accumulation aurait ses limites. D'autre part, la désindustrialisation aux États-Unis, consécutive à la surévaluation du dollar, provoquerait une vague de protectionnisme qui remet en cause les spécialisations internationales.

Le repli du dollar, amorcé en mars 1985, n'a pas été jugé suffisant par l'auteur, à l'automne de cette année. Toutefois, marqué sans doute par l'expérience de la dégringolade du dollar en 1978 et 1979, l'auteur craint une grave déstabilisation si le jeu des spéculateurs provoquait une dépréciation en catastrophe de la monnaie américaine. La *Federal Reserve* serait alors acculée à resserrer brusquement le crédit, pour éviter un retour de l'inflation. Une dévaluation exagérée du dollar aggraverait aussi dangereusement le marasme économique dans le reste du monde. Le chômage se remettrait à monter en Europe, et le tiers-monde serait menacé d'une nouvelle crise financière.

À partir d'une interprétation pessimiste de la conjoncture récente (1985), l'auteur élabore trois scénarios économétriques pour la période 1986-1990. Selon que la surévaluation du dollar se prolongera plus ou moins, que le crédit des États-Unis se maintiendra moins ou plus longtemps, le rééquilibrage de la balance des paiements se fera de façon plus ou moins